

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Evreux

Évreux, le 30/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SETOM

LIEU-DIT SAINT LAURENT
VOIE COMMUNALE 6
27930 Guichainville

Références : 27 / 2025 -291
Code AIOT : 0005800974

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement SETOM implanté Argent Bon 27130 Verneuil d'Avre et d'Iton. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite objet du présent rapport fait suite à un incendie survenu le samedi 20 septembre 2025 sur la plateforme de compostage que le SETOM exploite sur la commune de Verneuil-sur-Avre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETOM
- Argent Bon 27130 Verneuil d'Avre et d'Iton
- Code AIOT : 0005800974

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SETOM de l'Eure exploite à Verneuil-sur-Avre une plateforme de compostage de déchets verts autorisée par l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010, complété par l'arrêté préfectoral du 28 février 2013.

Le volume autorisé est de 12 000 tonnes de déchets verts et fermentescibles par an, ce qui correspond à une production de compost de 4200 tonnes par an.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Aménagement et organisation de la plateforme	Arrêté Préfectoral du 28/02/2013, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
3	Suivi des lots de déchets	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 15	Demande d'action corrective	2 mois
4	Moyens de protection et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/09/2012, article 7.5.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incendie	Code de l'environnement du 24/09/2025, article 512-69	Sans objet
5	Gestion des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 7.5.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions prévues en cas d'incendie ont été respectées.
Le suivi des déchets est globalement bien assuré.

L'exploitant doit cependant veiller à respecter les emplacements prévus et apporter des améliorations aux documents de suivis des broyats. A ce titre, l'exploitant a indiqué qu'une révision globale des documents de suivis et de traçabilité était en cours pour l'ensemble des installations du SETOM, notamment suite à l'incendie récent survenu au sein d'une autre de ses installations. Il doit également faire enregistrer la réserve souple d'eau d'extinction incendie auprès du SDIS 27 et mettre en place une clôture autour de celle-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incendie

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2025, article 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du lundi 22 septembre 2025, l'exploitant a déclaré la survenue d'un incendie sur sa plateforme de compostage de Verneuil-sur-Avre, survenu le samedi 20 septembre à 19h40. L'incendie a eu lieu sur un andain constitué par le lot référencé « 143-Verneuil ».</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté l'ébauche de rapport d'accident (fiche de notification d'incident / accident du Bureau d'Analyses des Risques et Pollutions Industriels (BARPI)), qui présente comme cause probable une fermentation faisant suite à un retard de 5 semaines de l'opération de criblage devant être réalisé par une société extérieure.</p> <p>Sur la plateforme, l'inspection des installations classées a constaté qu'une partie du "refus de crible" a été mise de côté pour pouvoir réaliser des prélèvements pour analyses en laboratoire. Le reste du refus de crible a été entreposé afin d'être évacué par la société traitant ce déchet habituellement, et doit être envoyé en combustion en chaudière biomasse.</p> <p>La partie compost du lot a été mise intégralement de côté afin de pouvoir réaliser des analyses.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra faire analyser le tas de déchets qui a brûlé, le reste de l'andain qui a été mis en compostage, ainsi qu'un lot de déchets verts n'ayant subi aucun traitement sur la plateforme. Les paramètres à analyser sont :</p>

- HAP ;
- PCB ;
- Dioxines-furanes.

Les résultats devront être transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagement et organisation de la plate-forme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2013, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement et organisation de la plate-forme

Prescription contrôlée :

L'article 8.1.3 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 est remplacé par l'article suivant :

« 8.1.3. Aménagement et organisation de la plate-forme

Les différents andains de la plate-forme sont séparés les uns des autres par une distance minimale de 3,5 met sont éloignés d'au moins 5 m des limites de la plate-forme. Les aires de l'installation (réception et stockage des déchets verts, fermentation, maturation, criblage et stockage du compost) doivent être suffisamment dimensionnées par rapport à la nature et au tonnage des produits entrants, au type de procédés mis en œuvre et à la qualité du compost recherché. L'accès aux différentes aires de l'installation est conçu de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une surface au moins équivalente à celle de l'andain de fermentation ou de maturation le plus important est maintenue libre en permanence dans l'enceinte de l'installation pour faciliter l'extinction en cas d'incendie.

L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu en permanence en état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes et de rongeurs et pour éviter le développement de la végétation sur les tas de compost, et ce sans altération de ceux-ci. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Toutes les aires sont imperméables et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé.

L'entreposage des déchets et matières entrants doit se faire de manière séparée de celui des composts et déchets stabilisés, selon leur nature, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis et déchets destinés à un retour au sol doivent être stockés par lots afin d'en assurer la traçabilité.

Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit.

Si des produits tels que filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs ou produits absorbants sont utilisés de manière courante ou occasionnelle pour prévenir ou traiter les nuisances odorantes, l'exploitant dispose de réserves suffisantes de ces produits. »

Constats :

L'inspection des installations classées a pu constater que les andains étaient distants de 5 mètres des limites de la plateforme de compostage, laissant une bande de passage de 3,5 mètres entre les bords des andains et les bordures des aires imperméables, et de 6 mètres côté Sud (du côté

<p>des bureaux).</p> <p>Hormis l'espace entre l'andain du lot 143 et celui du lot 144, qui était de 2 mètres au minimum, l'ensemble des andains étaient espacés de 3,5 mètres le jour de la visite.</p> <p>L'entreposage des déchets entrants était distinct de l'entreposage des andains de compost.</p> <p>Une surface équivalente à la taille de l'andain le plus important était disponible au sein de l'installation, mais ne permettait pas une manutention rapide et aisée en cas de besoin, du fait de son éloignement de la zone d'entreposage de ceux-ci.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à mettre en place un dispositif permettant de bien localiser sur la plateforme les emplacements des andains afin de s'assurer du bon espacement de ceux-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Suivi des lots de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des lots de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation de production de compost destiné à un retour au sol (compost mis sur le marché ou épandu, matière intermédiaire telle que définie à l'article 2) instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier de demande d'autorisation l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage.</p> <p>Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en œuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :</p> <ul style="list-style-type: none"> • nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ; • rapport C/ N, taille des particules des déchets entrants ; • mesures de température et d'humidité relevées en différents points au cours du processus (la surveillance du taux d'humidité dans l'andain n'est pas applicable aux procédés confinés lorsque des problèmes sanitaires ou de sécurité ont été mis en évidence. Dans ce cas, il est possible de contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets dans l'unité de compostage confiné, puis de moduler ce taux à la sortie des déchets de l'unité de compostage confiné) ; • dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains, ou informations sur l'aération de l'andain (par exemple, concentration d'O₂ ou de CO₂ dans l'andain, température des flux d'air en cas d'aération forcée) ;

- porosité, hauteur et largeur des andains. »

Les mesures de température sont réalisées conformément à l'annexe I. La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets.

Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

Constats :

Les documents présentés par l'exploitant le jour de la visite ont permis de vérifier la cohérence entre les déchets verts réceptionnés et ceux ayant constitué le lot 143 impliqué dans l'incendie du 22 septembre 2025.

Le document d'enregistrement des températures a été présenté à l'inspection des installations classées. Celui-ci identifie notamment les emplacements de prise de température sur l'andain.

La fiche de suivi de températures du lot n°143 montre que les relevés de températures sont correctement et intégralement renseignés, jusqu'à ce qu'il soit positionné sur l'emplacement R4, en date du 28 août 2025. À compter de cette date, le document indique des localisations des points de relevés de températures incohérentes avec l'emplacement de l'andain sur la plateforme.

L'exploitant a indiqué au cours de la visite que l'andain avait bien subi son 4 retournement, mais n'était pas positionné à l'emplacement théorique, ce qui ne permettait pas de renseigner convenablement la fiche de suivi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra s'assurer que les tableaux de suivi sont correctement renseignés et qu'ils permettent de tracer tout dysfonctionnement dans l'exploitation de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Moyens de protection et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2012, article 7.5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection et de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et a minima :

- un poteau d'incendie de 100 mm normalisé (NFS.61.213) piqué par canalisation assurant un débit unitaire minimum de 1000 l/mn, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS.62.200) placé à moins de 200 mètres de l'installation par les chemins praticables. Cet hydrant doit être implanté en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.

Un débit minimum de 120 m³/heure disponible pendant deux heures doit être assuré.

- d'une réserve d'eau d'un volume minimum de 120 m³ et présentant les caractéristiques suivantes :
 - 1 plate-forme d'utilisation offrant une superficie de 32 m² (8x4) afin d'assurer la mise en œuvre aisée d'un engin de sapeurs-pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à cette plate-forme doit être assuré par une voie enginde 3 mètres de large, stationnement exclu ;
 - ce point d'eau doit être accessible en toute circonstance, clôturé et muni d'un portillon d'accès ;
 - il doit être signalé et curé périodiquement ;
 - la hauteur d'aspiration doit être inférieure à 6 mètres ;
 - le volume d'eau contenu dans cette réserve doit rester constant en toute saison ;
 - il doit être situé à moins de 100 mètres du risque et signalé au moyen d'une pancarte toujours visible précisant sa capacité (lettres blanches sur fond rouge reflectorisées pour le repérage de nuit).

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.

Par ailleurs l'établissement dispose d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, qui doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Les extincteurs sont placés en évidence, toujours directement et rapidement accessibles, leur support sont fixés solidement à une hauteur qui permette de les atteindre et de s'en saisir aisément.

Constats :

Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater la présence d'un poteau incendie à l'entrée du site de l'installation.

Une réserve incendie souple est présente sur site, mais elle n'est pas clôturée. Sa capacité n'était pas mentionnée.

De plus, la base de données du SDIS 27 ne fait pas mention de cette réserve souple.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a consulté le registre de sécurité du site. Celui-ci fait mention de l'ensemble des contrôles périodiques de conformité (extincteurs, installations électriques).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra mettre en place la clôture et le portillon autour de la réserve souple, et veiller à ce que l'affichage de la capacité de la réserve soit lisible en toute circonstance.

Il devra également prendre contact avec le service prévision du SDIS 27 afin de faire enregistrer la réserve souple dans sa base de données.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident où d'un incendie sur le site (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à des capacité de rétention étanches aux produits collectés avant rejet éventuel vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.</p> <p>Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Le bassin de collecte des eaux pluviales de ruissellement de la plate-forme de transit d'ordures ménagères est muni d'un dispositif de confinement manuel facilement accessible et manœuvrable.</p> <p>L'exploitant devra mettre en place une capacité de confinement des eaux pollués lors d'un accident où d'un incendie sur la plate-forme de transit des ordures ménagères.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux d'extinction de l'incendie ont été contenues dans le bassin de récupération des eaux de ruissellement situé au Nord-Est du site. Celui-ci est équipé d'une membrane étanche et ne possède pas de point de rejet au milieu naturel.</p> <p>Une évacuation par une société extérieure est réalisée en cas de dépassement du niveau haut, visible sur la jauge de mesure dont la présence a été constatée le jour de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Avant de procéder à l'évacuation de l'eau d'extinction incendie ou à sa réutilisation, l'exploitant devra faire analyser l'eau du bassin contenant les eaux d'extinction de l'incendie, sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH ; • température ; • MES ; • DCO {sur effluent brut) ; • DBO5 (sur effluent brut) ; • azote total ; • phosphore total ; • hydrocarbures totaux ; • recherche de 20 PFAS. <p>Les résultats devront être transmis à l'inspection des installations classées dès réception.</p>
Type de suites proposées : Sans suite